

RAPPORT

Les marchés libres, la meilleure stratégie de résilience



RICHARD EBELING * • Avril 2020

Les événements marquants restent généralement gravés dans les mémoires de ceux qui les ont vécus. Ces souvenirs sont souvent transmis aux générations suivantes sous la forme d'interprétations historiques destinées à les expliquer. Ce fut le cas suite à la Grande Dépression, à la Seconde Guerre mondiale, à l'attaque terroriste du 11 septembre 2001 aux États-Unis, à la crise financière de 2008-2009 et il en ira de même, sans doute, après la pandémie de coronavirus de 2020.

Le rôle de l'État dans une société libre est un aspect important que l'on retrouve fréquemment dans ces interprétations d'événements passés et les leçons qu'il faut en tirer. Actuellement, nous sommes encore loin de voir la fin de cette crise sanitaire qui secoue le monde. Toutefois, même si le plus urgent est évidemment de trouver et de mettre en œuvre les moyens de minimiser l'impact du coronavirus sur la vie et le bien-être des individus, les grandes lignes de l'interprétation future de cette crise se dessinent d'ores et déjà.

Éviter de tirer les mauvaises conclusions

Une interprétation sans doute défendue fera valoir que cette crise a démontré, une fois de plus, les limites du libre marché et la nécessité d'un État centralisé, qui s'occupe de la surveillance, du contrôle et de la direction à donner. On nous expliquera que la gestion d'un problème de santé comme celui du coronavirus ne peut être laissée entre les mains des individus ou des pouvoirs locaux. Dans ce type de crise, la réponse et la gestion du problème doit passer par le biais d'une planification centralisée, guidée par des experts et des agences étatiques.

Une deuxième conclusion qui sera suggérée portera sur les « dangers » et le caractère indésirable de l'interdépendance entre les pays pour de nombreux biens et services dont l'approvisionnement peut devenir limité ou complètement stoppé lors d'une crise sanitaire mondiale telle que celle du coronavirus, en raison des chaînes de production qui, dans le cadre du système de division du travail que nous connaissons, dépassent les frontières nationales.

Au nom de l'« intérêt national », il serait préférable de ce point de vue que pour certaines ressources essentielles la fabrication se fasse au niveau national. Certains

* L'auteur, ancien président de la Foundation for Economic Education, est professeur d'éthique et de libre entreprise à l'université militaire The Citadel et membre du conseil académique de l'Institut Libéral.

conservateurs affirment déjà que cette crise sanitaire montre la nécessité d'une plus grande « indépendance » économique.

Troisièmement, des voix se font entendre, de bords politiques et idéologiques différents, pour souligner la nécessité de politiques fiscales et monétaires « ambitieuses » afin de tempérer et de stabiliser les effets négatifs de la récession économique, qui touche tant la production et l'emploi et que le coronavirus est en train de propager dans le monde. Selon eux, laisser les marchés à eux-mêmes engendrerait des conséquences graves pour les sociétés, en plus des difficultés tragiques et des pertes de vies humaines dues à la pandémie.

On entend que des taux d'intérêt encore plus bas et davantage de création monétaire et de crédits sont nécessaires pour soutenir les investissements et la production. Un assouplissement budgétaire est également demandé, sous forme d'une augmentation des dépenses publiques, pour maintenir les entreprises à flot. La stimulation des investissements et la politique de la demande sont une fois de plus considérées comme des remèdes keynésiens adaptés aux maux économiques.

Échecs des gouvernements chinois et occidentaux dans la lutte contre le virus

Compte tenu des interprétations probables de la pandémie de coronavirus, il est tout d'abord important de comprendre que les retards dans la communication sur l'existence et les dangers potentiels du virus, et ensuite l'échec des tests à plus grande échelle sont, en réalité, des échecs non pas du « libre marché » mais de la planification et du contrôle centralisé des États.

La presse a abondamment relayé comment les premières informations sur le virus et ses dangers potentiels ont été censurées par le gouvernement communiste chinois. Finalement, la réalité est devenue « virale » sur les plateformes de médias sociaux chinois, pourtant hautement censurés et contrôlés, lorsque l'on a appris qu'un des médecins qui tentait de faire connaître ce qu'il avait découvert avait reçu l'ordre du gouvernement chinois de se taire, et qu'il avait fini par mourir soi-disant du coronavirus lui-même.

Comme souvent sous ce genre de régime politique, le gouvernement a tenté de protéger le président Xi Jinping de toute critique concernant sa responsabilité au sujet de la réponse tardive des autorités, en inventant des histoires pour suggérer à quel point Xi était « en avance », guidant et dirigeant le verrouillage national et l'offensive médicale qui ont « sauvé » le pays – tout en expliquant que cette épidémie était en réalité due à l'armée américaine dont le personnel en visite dans la ville de Wuhan avait apporté le virus en Chine, pour maintenir cette ambitieuse nation « à sa place », dans un monde sous « hégémonie » américaine. La vérité est que les scientifiques chinois avaient mis en garde depuis des années contre les risques de nouvelles épidémies de coronavirus en Chine.

En Occident, le système centralisé de planification des soins de santé était mal préparé et a empêché des réactions plus précoces, notamment en raison des règles et des procédures rigides imposées par les régulateurs, paralysant le développement et l'utilisation de tests au niveau local, de façon décentralisée, puisque rien ne pouvait être fait sans l'approbation et la permission de l'État.

En outre, lorsque certains prestataires de soins de santé ont tenté d'utiliser leurs propres méthodes et équipements de test pour déterminer qui était infecté et dans quelle mesure le virus pouvait s'être propagé dans leur région, on leur a dit d'attendre que les dispositifs de test conformes aux normes soient mis à disposition par les autorités.

Cependant, plutôt que de remettre en question ce système centralisé qui empêche le développement et l'utilisation de méthodes rapides de dépistage des maladies, la leçon qui en sera tirée, on le suppose, sera que l'État doit simplement introduire des règles et des procédures plus « souples » pour mieux se coordonner avec les organismes de santé des collectivités locales, afin de mieux faire face aux crises de ce type à l'avenir.

Réglementation étatique contre découverte du marché

L'idée que pratiquement toutes ces questions devraient être laissées au marché privé et concurrentiel ne semble même pas être envisagée dans les différents débats. Des « défaillances du marché » hypothétiques sont pointées du doigt partout pendant que les « défaillances de l'État » réelles sont interprétées comme des erreurs et des omissions accidentelles, des détails survenant dans un processus qui doit aboutir à une meilleure surveillance politique de la santé et de la médecine.

Mais, comme l'économiste autrichien Friedrich Hayek (1899-1992) l'a démontré il y a plus d'un demi-siècle, la concurrence est une procédure de découverte grâce à laquelle les individus et les entreprises ont la possibilité et l'incitation non seulement d'innover dans les biens et les services, mais aussi dans les processus. Nous ne pouvons pas connaître la meilleure solution si la concurrence est réprimée. De plus, ce n'est que dans le cadre concurrentiel que les individus ont la motivation et la capacité de vraiment savoir ce dont ils sont capables – ce qu'ils ne peuvent eux-mêmes savoir tant qu'ils ne sont pas libres d'essayer et incités à le faire.

Les obstacles que les entreprises pharmaceutiques et d'autres fabricants de produits médicaux doivent franchir en raison des règles, des procédures et des autorisations ne font que réduire les incitations, augmenter les coûts, tout en restreignant le champ d'action de ceux qui seraient en mesure d'entreprendre des recherches, des expérimentations et la commercialisation de médicaments et de produits médicaux pouvant sauver ou améliorer des vies.

Une réponse habituelle et qui semble raisonnable est d'affirmer que ces normes et procédures expérimentales visent à garantir la sécurité des consommateurs et à éviter des produits de santé mal vérifiés et commercialisés à la hâte dans

un but purement lucratif. N'est-ce pas là une raison justifiée pour que l'État approuve et supervise de manière centralisée la réglementation de tous ces produits ?

Les incitations à l'autorégulation des marchés

Même sans implication directe de l'État, la régulation est une réalité de la vie en société. Que ce soit par le biais de contrats, de codes de conduite, de normes éthiques, de normes industrielles ou encore de tribunaux commerciaux. Réguler signifie diriger en fonction d'une règle ou mettre de l'ordre ou de la méthode dans un processus. Dans ce sens, il n'y a pas grand-chose, voire rien, que nous ne fassions qui ne soit pas conforme à une « régulation », que ce soit en tant qu'individus et en association avec d'autres.

Dans la vie courante, nous avons chacun nos procédures que nous suivons de différentes manières et avec plus ou moins de détails, par exemple dans la gestion du temps. Les associations du secteur privé, les entreprises et les marchés ont tous leurs propres règles, générées par les participants, pour faciliter et coordonner la manière dont ils interagissent les uns avec les autres, afin de rendre leurs relations plus souples et plus prévisibles dans l'intérêt mutuel de chacun. Les règles servent également à renforcer la confiance de chaque participant dans la manière dont son interlocuteur va agir durant les processus qui mènent finalement à un échange.

Nombre de ces règles et procédures qui façonnent la vie économique et sociale sont apparues avant l'ère moderne de la réglementation étatique et continuent souvent d'exister parallèlement ou indépendamment des contraintes réglementaires imposées par l'État.

Aucune firme pharmaceutique ou d'équipement médical soucieuse de sa viabilité à long terme en tant qu'entreprise à but lucratif ne peut se permettre de mettre en danger ses clients. Il n'est pas possible de se maintenir sur le marché en tuant ses clients, en falsifiant ses produits ou en faisant intentionnellement de fausses promesses. Les films d'Hollywood peuvent gagner des millions en présentant certaines entreprises pharmaceutiques comme des monstres meurtriers en quête de parts de marché plus rentables, mais ce n'est pas ainsi que de véritables entreprises orientées sur les besoins d'un marché fonctionnent. Les poursuites judiciaires possibles, les primes d'assurance élevées et la perte de réputation empêchent les entreprises de suivre ce genre de stratégie suicidaire.

Les économistes ont analysé ce que l'on appelle la « capture » de la réglementation étatique. En d'autres termes, l'industrie réglementée a souvent fait pression pour obtenir une intervention politique ou, lorsque ce n'est pas le cas, elle en arrive à considérer cette intervention comme une occasion de mettre des « barrières à l'entrée » pour les nouveaux arrivants et les entreprises qui pourraient vouloir concurrencer les entreprises existantes et établies dans un segment de marché.

Par conséquent, l'une des principales motivations pour l'absence de contrôle étatique sur les marchés est précisément de ne pas bloquer l'accès à des rivaux potentiels et d'inciter les entreprises actuellement actives dans ce secteur à innover plus

efficacement pour maintenir une position rentable sur le marché et permettre une meilleure flexibilité et adaptabilité aux conditions changeantes du marché. C'est la concurrence ouverte qui garantit une production et des prix favorables au consommateur. La réglementation étatique tend à favoriser les restrictions destinées à protéger les entreprises existantes contre une concurrence innovante et créative.

En outre, il ne faut pas perdre de vue les objectifs intéressés de ceux qui sont actifs dans les agences étatiques de réglementation. Ils cherchent souvent simplement à justifier leur pouvoir, leur position et leurs revenus dans le labyrinthe des bureaucraties.

Le coronavirus comme alibi du nationalisme économique

La crise du coronavirus a commencé en Chine. Le monde a pu voir le gouvernement chinois fermer et verrouiller de façon draconienne des zones du pays où résident des dizaines de millions de personnes, dans le but d'arrêter ou de ralentir la propagation du virus. Les chaînes d'approvisionnement en matières premières, en composants, en fabrication et en assemblage de produits qui relie la Chine aux économies de nombreux autres pays du monde ont été soudainement perturbées et désordonnées.

Les entreprises d'autres pays ont cherché d'éventuels fournisseurs de remplacement et ont averti de l'indisponibilité de divers biens en raison des arrêts dans les étapes chinoises de nombreux processus de production.

Dans ce contexte, des voix se font entendre pour réclamer plus de « nationalisme économique », demandant à l'État de limiter la dépendance actuelle à l'égard, par exemple, du marché chinois – ce qui aurait pour conséquence que les gouvernements doivent manipuler le marché par le biais de taxes, de droits de douane et de réglementations pour ramener les productions à l'intérieur des frontières nationales. Les ruptures actuelles de l'approvisionnement et les pénuries cesseront facilement une fois que le virus aura fini de se propager, à condition que les gouvernements se tiennent à l'écart et permettent aux entreprises et aux pays de rétablir et de rééquilibrer leurs processus éprouvés. Les soubresauts actuels ne doivent pas être utilisés comme justification pour restreindre le réseau mondial de spécialisation et de division du travail basé sur l'économie de marché.

Les gens font du commerce parce que chaque participant pense qu'il peut obtenir de quelqu'un d'autre un bien ou un service qui lui coûterait plus cher à obtenir en termes de ressources utilisées, de main-d'œuvre ou de temps s'il le faisait par ses propres moyens. Si je peux acheter à mon voisin un bien que je désire pour, disons, 10 francs alors que si j'essayais de le fabriquer moi-même, cela me coûterait 15 francs en ressources, en temps et en main-d'œuvre, il vaut mieux que je l'achète à ce voisin et qu'il me reste 5 francs à consacrer à d'autres choses que je n'aurais pas pu me permettre sinon.

Mon voisin, à son tour, me vend son produit pour 10 francs parce que la somme qu'il gagne lui permet d'acheter quelque chose qu'il désire et qui lui coûterait

plus cher que les 10 francs s'il essayait de le fabriquer par lui-même. Chacun de nous fait une bonne affaire ; nous obtenons tous les deux ce que nous voulons de l'autre à de meilleures conditions (à des coûts moindres) que si nous essayions de le faire en autarcie, c'est-à-dire en « autosuffisance économique ».

Le gouvernement communiste chinois mérite d'être critiqué sur de nombreux points de sa politique intérieure et étrangère, en particulier dans la perspective d'une société libérale de marché. Mais il faut reconnaître que le coronavirus s'inscrit dans la catégorie des catastrophes naturelles, comme un tremblement de terre ou un ouragan, qui perturbent et détruisent des vies et des biens, ce qui réduit le potentiel et les possibilités économiques pendant un certain temps.

Là encore, en supposant qu'aucune intervention étatique induite ne vienne entraver le processus, les êtres humains, dont les actions sont à l'origine de tout le travail, de toute l'épargne et de tous les investissements dans la société, entreprennent généralement rapidement la reconstruction nécessaire de ce qui a été détruit. Et ensuite, « la vie continue comme avant ».

Cette épidémie tragique fait que plusieurs dizaines de milliers de vies ont d'ores et déjà été perdues et beaucoup d'autres le seront avant que le coronavirus ne finisse son funeste tour du monde. Au passage, les processus de production sont et seront ralentis ou temporairement interrompus. Mais les bâtiments d'usine ne se sont pas effondrés, les terres agricoles n'ont pas été englouties, aucun grand incendie n'a détruit les immeubles, les villes sont toujours debout, comme avant que le virus ne commence à rendre les gens malades.

De nombreuses personnes ressentent un degré élevé d'anxiété et de panique en raison des incertitudes entourant certaines des propriétés de ce virus. Cette réalité finira également par s'estomper et les gens retourneront au travail, reprendront leurs repas au restaurant, feront leurs courses dans leurs magasins préférés et planifieront leurs prochaines vacances dans leur pays et à l'étranger.

Si un ouragan ou une sécheresse anéantit la récolte d'oranges en Floride, nous considérerions qu'il serait insensé que la population et le gouvernement de l'Alaska décident d'investir dans des serres pour être « indépendant » dans la livraison d'oranges. En réalité, en cas de mauvaise récolte de leur fournisseur initial, les grossistes et les détaillants de l'Alaska rechercheront un approvisionnement de remplacement temporaire d'oranges, ailleurs dans le monde, puis reviendront acheter des oranges de Floride la saison prochaine – à condition que les agriculteurs de cette région offrent les meilleurs fruits au prix le plus intéressant, évidemment.

Par conséquent, une très mauvaise leçon à tirer de l'épisode du coronavirus serait de suggérer, d'une manière ou d'une autre, que les perturbations qu'il a causées aux chaînes d'approvisionnement du commerce international justifient la suppression, par une politique étatique volontariste, des avantages quasi universels que nous tirons tous, partout sur la planète, de notre participation au système mondial de division du travail. Les citoyens de tout pays dont le gouvernement tenterait de le faire subiraient des pertes dans leur qualité et leurs niveaux de vie qui ont été et peuvent

être les leurs uniquement grâce à l'ouverture des frontières mondiales et de la spécialisation du commerce, axé sur l'économie de marché.

Assouplissement monétaire et augmentation du déficit

Les perturbations économiques causées par le coronavirus font à nouveau apparaître toutes les panacées macroéconomiques habituelles sous la forme de politiques monétaires et fiscales activistes. La politique de l'« argent facile » est censée stimuler des investissements supplémentaires dans le secteur privé, afin de stimuler la production et le maintien ou la création d'emplois. En résumé, les dépenses supplémentaires doivent accroître la demande pour augmenter les marges bénéficiaires, afin de maintenir ou d'augmenter la production et l'emploi.

Toutes ces politiques sont des clichés keynésiens traditionnels visant à sortir une économie d'une récession causée par une chute de la « demande globale ». En réalité, c'est l'exact contraire, les effets du coronavirus sur l'économie mondiale démontrent la logique et la réalité de la loi de Say, du nom de l'économiste français Jean-Baptiste Say (1767-1832) : en fin de compte, c'est la production qui ouvre des débouchés aux produits, l'offre crée sa propre demande.

Si la production diminue, la capacité de consommer directement ce qui est produit ou de le vendre à d'autres personnes diminue également. En Chine d'abord, et maintenant en Europe et aux États-Unis, on a dit aux gens de rester chez eux pour se distancer des autres afin de minimiser la propagation du virus. Dans la mesure où les usines ralentissent ou ferment parce que la main-d'œuvre a reçu l'instruction de ne pas venir travailler pour lutter contre la propagation du virus, les productions individuelles de ces entreprises diminuent ou s'arrêtent ; et par conséquent l'offre, dans son ensemble, décline. Cette dernière n'est finalement qu'une agrégation statistique de toutes les productions individuelles des entreprises.

Les gens ne peuvent pas à la fois réduire leur présence et leurs activités pour arrêter la propagation du virus et, en même temps, maintenir leurs dépenses basées sur des revenus non générés. L'augmentation des dépenses par le biais d'un accroissement du déficit public ne fait rien pour « stimuler » le maintien de la production et de l'emploi si les travailleurs sont mis en quarantaine, si les usines sont partiellement ou totalement inactives, et si les biens ne peuvent donc pas être livrés dans leurs schémas de demande habituels. Cette réalité conduit à se demander pourquoi l'État dépense ces milliards d'argent supplémentaires.

De même, l'attrait présumé des taux d'intérêt zéro ne peut pas générer de réelles dépenses d'investissement supplémentaires lorsque les réserves disponibles de main-d'œuvre et d'autres facteurs de production sont mises à l'arrêt en raison de la « distanciation sociale », qui limite l'activité des individus.

Nous ne devons pas non plus perdre de vue le fait que les marchés financiers, en raison de la politique menée par les banques centrales ces dernières années, fonctionnent sans système de prix pleinement opérationnel. Les taux d'intérêt sont censés être les prix intertemporels pour emprunter et investir des ressources rares, à travers

le temps auprès de prêteurs consentants qui renoncent à l'utilisation de leurs propres économies pendant un certain temps.

Des taux d'intérêt nuls ou presque nuls peuvent signifier deux choses. Premièrement que personne ne veut emprunter pour quoi que ce soit et donc que la demande d'investissement est nulle. Ou alors que l'économie est tellement inondée d'épargne que la demande d'investissement pour l'utiliser est moins élevée que l'épargne elle-même, ce qui entraîne qu'elle s'échange à un prix nul. Or, on ne peut affirmer que l'une ou l'autre de ces conditions soit remplie.

Bien entendu, en raison de la politique monétaire actuelle, nous ne savons pas exactement ce que devraient être les taux d'intérêt du marché, que ce soit dans des circonstances « normales » ou dans une situation de crise comme celle que nous connaissons actuellement. Car l'expansion de la masse monétaire et du crédit, ainsi que la manipulation des taux d'intérêt par les banques centrales nous empêchent de savoir quel est le niveau adéquat d'épargne. De plus, impossible de savoir quelles sont les demandes réelles d'investissements rentables, qui impliquerait que les taux d'intérêt soient formés et fixés par les forces interactives de l'offre et de la demande, libérées de l'intervention des banques centrales.

Le coronavirus nous fait voyager en terre inconnue

Dans la situation actuelle, il est impossible de dire en toute confiance qu'elles seront les conséquences de telle ou telle décision politique. Mais en théorie, une baisse de la production due à la mise en quarantaine de la population et une augmentation massive du pouvoir d'achat potentiel par le biais de l'expansion monétaire et de dépenses publiques supplémentaires devraient, en temps « normal », entraîner l'apparition de tendances inflationnistes problématiques.

Si pour y faire face un système de contrôle des prix et de rationnement voyait le jour, le résultat serait alors ce que l'économiste allemand basé à Genève Wilhelm Röpke (1899-1966) a appelé « l'inflation réprimée ». Il y aurait des difficultés d'approvisionnement au niveau des ressources et des produits de base, avec des pénuries d'un nombre croissant de biens essentiels et non essentiels, à des prix contrôlés et fixes, avec des allocations de biens à la production et à la consommation dirigées par l'État. Le résultat final serait un système de planification centrale étatique, quel que soit le nom qu'on lui donne.

Il s'agit là, bien entendu, d'un scénario du pire. Peut-être que la crise du coronavirus ne sera pas aussi grave et aussi dommageable que le craignent, honnêtement, de nombreux membres de la communauté scientifique, et que des médicaments et des vaccins efficaces seront bientôt disponibles. Si cela s'avère être le cas, tout cet épisode ne sera qu'une autre démonstration de l'extraordinaire résilience des marchés dans des conditions difficiles.



Impressum

Institut Libéral
Place de la Fusterie 7
1204 Genève, Suisse
+41 (0)22 510 27 90
liberal@libinst.ch

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur
www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle.
Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2020, Institut Libéral.